

**Agence de Bordeaux**  
Les Bureaux du Lac Bâtiment 1  
4 rue Théodore Blanc  
33520 BRUGES  
Tel 05 56 39 05 60  
bordeaux@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20240513

Mission(s)	
ATHAND, HAND, LP (L*+P1), SEI (*)	
Nos références	Date
330C2425' (330-C-2024-005Q)	08/11/2024

## UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE HANDICAPES A L IUT

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2 RICT n°2



Envoi	UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX Maître d'ouvrage III - CORNILLE Aurélien	marches.publics@u-bordeaux-montaigne.fr / aurelien.cornille@iut.u-bordeaux-montaigne.fr
Copie	ANA INGENIERIE - DESCATOIRE Maxime Maître d'oeuvre	m.descatoire@ana-ingenierie.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Paul MERCIER - Le vérificateur des installations électriques, Stéphane GARCIA RODRIGUEZ

Le chargé d'affaire,  
Paul MERCIER

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 29/10/2024  
Motif : Ajout des avis en électricité.



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes  
par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

    IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

    IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 3

    IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 4

    IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 7

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 8

    VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)..... 9

    VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant..... 11

    VIII.3 - Classement et référentiel..... 21

    VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)..... 23

    VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)..... 29

    VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)..... 30

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Avis sur les modifications relatives à l'accessibilité des PMR à l'IUT BORDEAUX MONTAIGNE. Ces travaux font suite à un diagnostic accessibilité préalable. Les avis ne porteront que sur les éléments objets des travaux.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 29/10/2024

Motif : Ajout des avis en électricité.

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°330-C-2024-005Q et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L\*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Paul MERCIER

Le vérificateur des installations électriques, Stéphane GARCIA RODRIGUEZ

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX III  
DOMAINE UNIVERSITAIRE  
33600 PESSAC

Lot 101 - Maître d'oeuvre

### IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Travaux de mise en accessibilité handicapés à l'IUT de Bordeaux Montaigne

Adresse de l'opération :

1 rue Jacques Ellul  
33800 BORDEAUX

## IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Inconnu

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 1er semestre 2026

Durée prévisionnelle des travaux : 5 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

**- Plans architectes - Date : 09/03/2024 - Réception : 10/2024**

Plan masse et projet des niveaux des bâtiments 1 et 2

**- Descriptifs - Date : 13/09/2024 - Réception : 10/2024**

CCTP des lots 01 à 06.

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX III

- \* Le PV de la commission de sécurité ne nous a pas été communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect d'éventuelles mesures compensatoires demandées par la commission.
- \* Rapport de la commission de sécurité sur le dossier de demande d'autorisation de travaux non communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect des éventuelles prescriptions formulées par les services instructeurs.

### Lot 01 - Gros Oeuvre - VRD

- \* Rapports d'essais de portance du sol du parvis à fournir.
- \* Coupe sur tranchées réseaux à transmettre.
- \* Les jardinières devront être réalisées en matériaux M3.

### Lot 02 - Menuiseries extérieures - Serrurerie

- \* Les détails techniques relatifs à la composition et à la mise en place de la porte palière d'accès au plateau TV devront nous être communiqués pour avis.

### Lot 04 - Electricité

- \* L'éclairage extérieur par candélabres (ou mâts) doit être réalisé suivant les prescriptions de la NF C 17-200. Les candélabres conducteurs seront mis à la terre quelle que soit la classe des matériels qui les équipent par une liaison à un conducteur nu en cuivre de 25 mm<sup>2</sup> de section servant à la fois de prise de terre et de liaison équipotentielle entre les différents candélabres.

La prise de terre des candélabres ne sera pas interconnectée avec celle du bâtiment et donc séparée des masses de l'installation.

La protection contre les contacts indirects sera assurée selon les règles du schéma TT avec disjoncteur(s) de courbe B suivant la norme d'installation NF C 17-200.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire / Autorisation de travaux.

### VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

- Rapport essais à la plaque (EV2, EV1)
- Caractéristiques des matériaux - courbe granulométrique
- Plan des réseaux
- Coupe sur tranchées communes

### ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Plan des canalisations enterrées extérieures
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

### SECURITE INCENDIE

#### Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

#### Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure

#### Eclairage

- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



## VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	PM SO	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	PM	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	PM	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM	A la charge du MOA
Art. 2	<b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b>  <b>I. - Usages attendus</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment</li> <li>- entrée dissociée en cas d'impossibilité avec signalisation et ouverture pour tous (aux heures d'ouverture public)</li> <li>- place PMR à proximité de l'entrée si le cheminement depuis l'accès au terrain n'est pas possible</li> </ul>	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Repérage et guidage</b>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- signalisation adaptée dès l'entrée du terrain et là où un choix d'itinéraire est donné</li> </ul>	AF	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- revêtement du cheminement présentant un contraste visuel et tactile pour le cheminement ou mise en place d'un repère continu tactile et visuellement contrasté Si usage de bandes de guidages Conformées à l'annexe 6 (nervures en relief, largeur suffisante, contraste visuel, non glissante, non déformable, sans gêne pour PMR) ou application de la norme NF P 98-352 :2015</li> </ul>	AF	
	<b>2° Caractéristiques dimensionnelles :</b>		
	a) Profil en long		
	Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)	AF	
	Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5%	SO	
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné	AF	
	Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	AF	
	Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	AF	
	Un plan incliné ne présente par de ressaut, ni en haut, ni en bas (sauf seuil et pas de porte)	AF	
	b) Profil en travers		
	Largeur minimale 1,20m	AF	Prévu reprises de voirie.
	Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m	AF	
	Dévers ≤ 3%	AF	
	c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant		
	Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (ø=1,50m) là où un choix de cheminement est donné ainsi que devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès	AF	
	Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés	AF	
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique	AF	
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique	HM	
	<b>3° Sécurité d'usage</b>		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	Prévu reprises de voirie.
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	AF	Prévu reprises de voirie.
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	AF	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) de détection à la canne blanche selon annexe 4	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	En cas de remplacement ou d'installation de poteaux ou bornes: respect du gabarit annexe 5	PM	Prévu la mise en place de garde-corps sous escalier du bâtiment 1 pour prévenir des risques de heurt.
	Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	HM	
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	HM	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	AF	
	Repérage des parois vitrées	PM	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage		
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	AF	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351	AF	
	Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule	HM	
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)	AF	
Art. 3	Feux tricolores équipés de répéteurs de phase conformes à l'annexe 8 ou à la NF S 32-002	SO	Ajout d'éclairages supplémentaires. Objectif 20 lux sur l'extérieur suivant CCTP Électricité.
Art. 3	<b>Dispositions relatives au stationnement automobile</b>	HM	
Art.4	<b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.	PM	
	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Accès</b>		
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)	AF	
	Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle		
	Caractéristiques rampe :	HM	
	Supportant 300 kg		
	Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)		
	Suffisamment large		
	Non glissante		
	Contrastée / environnement		
	avec matériaux opaques		
	Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente	HM	
	Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle	HM	
	Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible	HM	
	<b>2° Repérage</b>		
	Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)	HM	
	Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée	HM	
	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	<b>3° Atteinte et usage</b>		
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	AF	CCTP Électricité
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	HM	
	Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise	PM	
	Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise	PM	
	Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment	PM	
	Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès	AF	CCTP Électricité
	En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes.	AF	CCTP Électricité
	Sans vision directe : interphonie avec visualisation.	AF	Vidéophonie
	En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies	AF	Boucle prévue CCTP Électricité
	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée	AF	
	Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle	AF	
	Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	AF	
Art. 6	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle	AF	
	Équipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)	AF	
	Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant	HM	
	BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie	HM	
	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	PM	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles :</b>	HM	
	<b>2° Sécurité d'usage</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 7	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	HM	Escalier R+1 Bât 1 : Mise en place d'une lisse et de bacs de plantation sous escalier. Ht 2.20 ok. Salle 021 Bât 1 : Ajout d'un encoffrement pour protection sous poutre.
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	HM	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	HM	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4	HM	
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	HM	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	AF	
	Repérage des parois vitrées	HM	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	AF	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	HM	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance : Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage) ou norme NF P 98-351	AF	
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	HM	
	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b>		
	Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation ≥ 1,20m	PM	
	Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis	PM	
	Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall	PM	
	Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier	PM	
	Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher	PM	
	<b>7.1. escaliers</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur</b>		
1° Caractéristiques dimensionnelles			
Largeur minimale entre mains courantes : 1,00m	HM		
Marches : hauteur ≤ 17cm ; giron ≥ 28 cm	HM		
2° Sécurité d'usage			
Signalisation de la 1ère marche en haut et sur palier intermédiaire par contraste visuel et tactile	AF	Ajout de bandes pour contraste visuel.	
Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuel	AF	Ajout de dalles podotactiles en haut des volées.	
Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif	AF		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)	HM	
	3° Atteinte et usage		
	Main courante de chaque côté	AF	Reprise des mains courantes prévue.
	Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée	AF	
	Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central	HM	
	<b>7.2. Ascenseurs</b>	HM	
Art.8	<b>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés</b>	SO	
Art.9	<b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b>	HM	
Art.10	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>	PM	Concerne les portes modifiées des salles 111, 113, 114, 118, 119, 120.
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage des portes vitrées	SO	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	SO	
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)	SO	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	HM	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	HM	
	<b>2° Atteinte et usage</b>		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	<b>3° Sécurité d'usage</b> En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement Repérage des portes vitrées	AF HM HM	Les avis formulés ne portent que sur les équipements et zones modifiées par les travaux.
	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>		
	<b>Dispositions relatives aux sanitaires</b>	PM	
Art. 12	<b>I. - Usage attendu</b> Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	PM PM PM PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>	PM	
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b> Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte Espace de manoeuvre (ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	AF AF	
	<b>2° Atteinte et usage</b> Dispositif de fermeture de porte Lave main à hauteur maximale 0,85 m Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants) Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	AF AF AF AF AF AF HM	
	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>	HM	
	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>	PM	
	<b>I. - Usage attendu</b> Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique		
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b>		

[illegible]

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	

## VIII.3 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

IUT Bordeaux MONTAIGNE

### Description sommaire des installations :

- Installation électrique : Éclairage, Platines de vidéophonie.
- Équipement d'alarme / SSI : Non renseigné.
- Moyens d'extinction fixes : Non renseigné.
- Ascenseur : Oui, non modifiés par les travaux.

**Date d'application du référentiel réglementaire : 29/10/2024**

### Classement :

Justification de classement de l'établissement non communiquée.

<b>ERP Type R, 1ère catégorie.</b>
------------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Non communiqué.

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

En l'absence de transmission du PV de la commission sur le dossier, nous ne sommes pas en mesure de prendre en compte les éventuelles prescriptions qui y figureraient.

**Autres prescriptions particulières :**

Non communiquées.

## VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>  <b>Section I - Classement des Etablissements</b> GN 1 Classement des établissements. GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux. GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.  <b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b> GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité.  GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents. GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux. GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur. GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation. GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants. GN 10 Application du règlement aux établissements existants.  <b>Section III - Contrôle des Etablissements</b> GN 11 Notification des décisions.  GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.  <b>Section IV - Travaux</b> GN 13 Travaux dangereux.  <b>Section V - Normalisation</b> GN 14 <b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b> GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI GN 14 Matériels du SSI GN 14 Matériels électriques GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.  <b>Section VI - Structures provisoires et démontables</b> GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables	PM HM HM AS PM HM PM HM SO PM AS HM PM HM HM PM HM	Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents  Cf « Classement et référentiel »  <b>Le PV de la commission de sécurité ne nous a pas été communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect d'éventuelles mesures compensatoires demandées par la commission.</b>  A respecter par l'exploitant.  Pas de modification des conditions d'évacuation du public suite aux travaux entrepris.  Les travaux se situent dans un cadre existant, les avis émis ne porteront donc que sur les éléments modifiés par les présents travaux. Les travaux réalisés ne devront pas aggraver les dispositions de sécurité en place.  <b>Rapport de la commission de sécurité sur le dossier de demande d'autorisation de travaux non communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect des éventuelles prescriptions formulées par les services instructeurs.</b>  A respecter par l'exploitant.  Les avis correspondants se trouvent aux articles spécifiques.



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre II</b>		
	<b>Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b>		
	<b>Titre Premier Dispositions Générales</b>		
	<b>Chapitre Premier - Généralités</b>		
GE 1	Objet.	PM	
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	Vérifications relatives à la phase chantier effectuées par Bureau Alpes Contrôles.
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
CO 1 - CO 5	<b>Section I - Conception et Desserte des Bâtiments</b>	HM	
CO 6 - CO 10	<b>Section II - Isolement par Rapport aux Tiers</b>	HM	
CO 11 - CO 15	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>	HM	
CO 16 - CO 18	<b>Section IV - Couvertures</b>	HM	
CO 19 - CO 22	<b>Section V - Façades</b>	HM	
	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>		
CO 23	Généralités.		
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Remplacement de portes. Les portes sont décrites comme ayant un degré EI30. Tous justificatifs à fournir.
CO 25	Compartiments.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 26	Recoupement des vides.	HM	Les jardinières devront être réalisées en matériaux M3.
CO 27 - CO 29	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>	HM	
CO 30 - CO 33	<b>Section VIII - Conduits et Gaines</b>	HM	
CO 34 - CO 60	<b>Section IX - Dégagements</b>	HM	
CO 61 - CO 61 §7	<b>Section X - Tribunes</b>	HM	
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	
AM 2 - AM 8	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>	HM	
AM 9 - AM 10	<b>Section II - Eléments de Décoration</b>	HM	
AM 11 - AM 14	<b>Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables</b>	HM	
	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AS	
AM 17	<b>Planchers légers surélevés.</b>	HM	
AM 18	<b>Rangées de sièges.</b>	HM	
AM 19 - AM 20	<b>Section V – Elements à vocation décorative</b>	HM	
DF 1 - DF 10	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>	HM	
CH 1 - CH 58	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>	HM	
GZ 1 - GZ 30	<b>Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés</b>	HM	
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	Objectifs.	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 2	Documents à fournir.	PM	
EL 3	Définitions.	PM	
EL 4	Règles générales.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	Les circuits seront dédiés aux installations concernées.
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AF	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	HM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	PM	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	HM	
<b>Section II – Règles d'Installation</b>			
EL 5	<b>Locaux de service électrique.</b>	HM	Tableau existant.
EL 6	<b>Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.</b>	HM	
EL 7	<b>Implantation des groupes électrogènes.</b>	HM	
EL 8	<b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).</b>	HM	
EL 9	<b>Tableaux "normaux".</b>	HM	
EL 10	<b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	PM	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	HM	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	
EL 11	<b>Appareillages et appareils d'utilisation.</b>	HM	
<b>EL 12 - EL 17</b>	<b>Section III – Installation de Sécurité</b>	HM	
<b>Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification</b>			
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	
<b>EL 20 - EL 23</b>	<b>Section V - Installations Temporaires</b>	HM	
<b>Chapitre VIII - Eclairage</b>			
<b>Section I - Généralité</b>			
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	PM	
<b>Section II - Eclairage Normal</b>			
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
<b>EC 7 - EC 15</b>	<b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AS 1 - AS 11	<b>Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	HM	
GC 1 - GC 22	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>	HM	
MS 1 - MS 75	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>	HM	

Pas de modification apportées sur les éléments du système de sécurité incendie.

## VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)</b>		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	<b>Section I - Généralités</b>		
R1	Etablissements assujettis	PM	Établissements d'enseignement : IUT
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel » Effectif non défini dans les documents fournis.
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	HM	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
R6 - R12§3	<b>Section II - Construction</b>	HM	
R13 - R17	<b>Section III - Dégagements</b>	HM	
	<b>Section IV - Aménagements</b>		
R18	Sièges de la salle polyvalente	PM	Article abrogé
R19 - R19§5	<b>Section V -Désenfumage</b>	HM	
R20 - R23	<b>Section VI - Chauffage, Ventilation</b>	HM	
	<b>Section VII - Installations Electriques</b>		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	HM	
	<b>Section VIII - Eclairage</b>		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	HM	
R28 - R29	<b>Section IX - Cuisines</b>	HM	
R30 - R33	<b>Section X - Moyens de Secours</b>	HM	

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Sécurité des occupants</b>		
NF P01-012 - NF E85-015	<b>Implantation et géométrie des garde- corps</b>	HM	
Chapitre 4 - PPRN	<b>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</b>	HM	
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>	HM	Voir avis émis sur matrice ERP plus contraignants.
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	Par conception et installation.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	Cf. § documents à transmettre, selon le schéma des liaisons à la terre existant.
		PM	Pour la protection contre les chocs électriques et dans le cas de non maintien de la classe II par les dispositifs de fixation des boîtes de connexion (boulon TRCC par exemple), la mise à la terre des chemins de câbles doit être réalisée par un conducteur de protection en cuivre nu circulant sur les chemins de câbles, de section égale à la plus grande section du conducteur de protection mis en oeuvre dans les canalisations concernées, avec un maximum de 25 mm² et un minimum de 4 mm², connecté tous les 15 m environ aux chemins de câbles. Seule disposition admise par la norme NF C 15-100 (§ 543.2.3), ou possibilité d'utilisation de supports de fixation en matière plastique pour boîtes de dérivation.
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	Par conception des matériels.
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	Cf. § documents à transmettre, selon le schéma des liaisons à la terre existant.
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension		<p>L'éclairage extérieur par candélabres sera réalisé suivant les prescriptions de la NF C 17-200. Les candélabres conducteurs devront être mis à la terre quelle que soit la classe des matériels qui les équipent par une liaison à un conducteur nu en cuivre de 25 mm² de section servant à la fois de prise de terre et de liaison équipotentielle entre les différents candélabres. Le conducteur ne devra pas être coupé à chaque candélabre et la liaison de chaque candélabre sera assurée par une dérivation prise sur le conducteur de protection de manière indémontable. L'éclairage extérieur par candélabres sera réalisé suivant les prescriptions de la NF C 17-200. La prise de terre des candélabres ne sera pas interconnectée avec celle du bâtiment et donc séparée des masses de l'installation. La protection contre les contacts indirects sera assurée selon les règles du schéma TT avec disjoncteur(s) de courbe B suivant la norme d'installation NF C 17-200.</p>
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	HM	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	HM	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AS	
			<p><b>L'éclairage extérieur par candélabres (ou mâts) doit être réalisé suivant les prescriptions de la NF C 17-200.</b>  <b>Les candélabres conducteurs seront mis à la terre quelle que soit la classe des matériels qui les équipent par une liaison à un conducteur nu en cuivre de 25 mm² de section servant à la fois de prise de terre et de liaison équipotentielle entre les différents candélabres.</b></p> <p><b>La prise de terre des candélabres ne sera pas interconnectée avec celle du bâtiment et donc séparée des masses de l'installation.</b>  <b>La protection contre les contacts indirects sera assurée selon les règles du schéma TT avec disjoncteur(s) de courbe B suivant la norme d'installation NF C 17-200.</b></p>
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	PM	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	HM	
R4216-1 - R4216-34	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>	HM	
Art. 1 - Art.15	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>	HM	
Arrêté du 23/06/1978	<b>Installations de Chauffage</b>	HM	
Arrêté du 21/03/1968	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>	HM	
Arrêté du 01/07/2004	<b>Installations de Stockage Produits pétroliers</b>	HM	
Arrêté du 30/07/1979	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>	HM	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 23/02/20 18	<b>Installations de Gaz</b>	HM	
Arrêté du 22/10/19 69	<b>Conduits de Fumée</b>	HM	
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	<b>DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION</b> <b>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</b>	HM	
D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12- D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>	HM	
Décret n° 2003- 296	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</b>	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</b>	HM	